**Thème I Fragilités des démocraties, totalitarismes et Seconde Guerre mondiale 1929-1945**

**Chapitre 1 L’impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux**

**Présentation**

**Objectifs du chapitre**

Ce chapitre vise à montrer l’impact de la crise économique mondiale sur les sociétés et les équilibres politiques, à court, moyen et long terme.

**On peut mettre en avant** : - les causes de la crise ;

- le passage d’une crise américaine à une crise mondiale ;

- l’émergence d’un chômage de masse.

**Points de passage et d’ouverture**

- Les conséquences de la crise de 1929 en Amérique latine ;

- 1933 : un nouveau président des États-Unis, F. D. Roosevelt, pour une nouvelle politique économique, le New Deal;

- Juin 1936 : les accords Matignon.

**Problématique du chapitre :**

***Comment la crise de 1929 bouleverse-t-elle les sociétés capitalistes à l’échelle mondiale ?***

Ce premier chapitre de l’année introduit le thème 1 qui présente la fragilité des démocraties, les totalitarismes et la Seconde Guerre mondiale entre 1929 et 1945. La problématique insiste sur les transformations profondes des sociétés induites par la crise des années 1930 dans les pays capitalistes. Le fait que dans ce premier thème, cette crise est associée aux chapitres sur les totalitarismes et la Seconde Guerre mondiale conduit à questionner certains liens qui existent entre eux, comme la déstabilisation des équilibres politiques qu’entraîne la crise. Dès 1940, dans Le Dictateur de Chaplin, le discours du petit barbier juif grimé en Hitler a comme thème central l’idée que l’avidité a mené les hommes à la catastrophe du nazisme. En précisant, dans la problématique, que les sociétés auxquelles on s’intéresse sont les sociétés capitalistes, on invite à une réflexion sur les rapports entre la crise et les structures même du capitalisme.

**Bornes chronologiques fixées par le programme :**

L’étude commence en 1929, avec le krach de Wall Street, même s’il amène à s’interroger sur les origines de la crise, et donc sur les structures économiques et sociales qui existaient dans les années 1920. Le sujet invite à s’arrêter sur deux dates marquantes qui constituent des points de passage et d’ouverture. D’une part, l’année 1933 correspond au début de la présidence de Roosevelt aux États-Unis et à l’introduction de la politique du New Deal, tentative de réponse à la crise des années 1930, qui marque profondément les sociétés de nombreux pays du fait qu’elle jette les bases de l’État-providence. Un autre point de passage et d’ouverture, les accords Matignon en juin 1936, amène à changer d’espace, puisqu’il invite à s’intéresser à la France des années 1930. Tout comme le New Deal aux États-Unis, ces accords ont également entraîné de profondes transformations sociales en France. Le sujet a par ailleurs une dimension mondiale, même s’il conduit à s’arrêter en particulier sur les États-Unis, la France et l’Amérique latine, espace rarement mis en avant dans les programmes précédents mais où les répercussions de la crise sont également considérables. Pour terminer, on peut préciser que l’étude se clôt à la fin des années 1930, la Seconde Guerre mondiale mettant définitivement un terme à la crise des années 1930.

**Notions importantes et personnages principaux :**

**Les six notions clés retenues dans le cadre de ce chapitre (capitalisme, crise, État-providence, libéralisme, New Deal, populisme) sont nécessaires à la compréhension des points de passage et d’ouverture. La crise de 1929 est une période** de dépression durable de la conjoncture économique, qui a des conséquences économiques et sociales profondes dans la plupart des pays du monde, en lien avec la diffusion et les excès du capitalisme. Le capitalisme est un système économique et social qui repose sur la propriété privée des moyens de production et le salariat, et dans lequel les échanges se font selon les règles de l’offre et de la demande. Ce système, associé au libéralisme, a rendu les économies très interdépendantes, ce qui explique la diffusion très large de la crise à l’échelle4mondiale. Les réponses à la crise sont allées dans le sens d’un renforcement du rôle de l’État, que ce soit dans le cadre du populisme, comme en Amérique latine (PPO), ou dans celui de la construction d’un État-providence, comme avec le New Deal du président Roosevelt aux États-Unis (PPO) ou avec le programme du Front populaire en France (PPO).

**Les personnages clés retenus permettent d’incarner le programme dans le cadre en particulier des PPO. Trois d’entre eux sont des femmes ou des hommes politiques. F. D. Roosevelt, président des États-Unis élu pour la première fois en novembre 1932, alors que le pays est plongé depuis 3 ans dans une profonde crise économique et sociale, est ici présenté à travers son rôle clé dans la politique du New Deal, mise en œuvre afin de tenter de répondre à la crise. L. Blum est quant à lui à la tête du gouvernement de Front populaire en 1936, et, à ce titre, cherche également à répondre à la crise par un renforcement de l’interventionnisme étatique en matière économique et sociale. Pour sa part, Irène Joliot- Curie, une scientifique, a participé au gouvernement de Front populaire de Léon Blum et figure à ce titre parmi les premières femmes ayant occupé des fonctions politiques importantes en France. Enfin, J. M. Keynes, économiste britannique proche de certains conseillers du président Roosevelt, a théorisé des idées qui rejoignent celles du New Deal, défendant en particulier l’intervention de l’État dans l’économie et la société.**

**Propositions de parcours dans le chapitre :**

On peut envisager plusieurs parcours pour la mise en œuvre du chapitre. Tous les points de passage et d’ouverture doivent apparaître, quel que soit le parcours choisi, mais on est libre d’y consacrer plus ou moins de temps (rappel du BO : « Le professeur est maître de leur degré d’approfondissement, qui peut donner lieu à des travaux de recherche documentaire, individuels ou collectifs, et à des restitutions orales et écrites »).

**Etude 1**

**Problématique : Comment le krach de Wall Street entraîne-t- il une profonde crise économique et sociale aux États-Unis ?**

La première étude, en mettant en avant le krach de Wall Street et les caractéristiques de la crise aux États-Unis, permet d’aborder à la fois les causes de la crise et le chômage de masse qu’elle entraîne dans ce pays où démarre véritablement la crise, même si des prémices s’étaient fait sentir ailleurs dans le monde auparavant. Par son caractère spectaculaire, sa violence et sa durée, l’effondrement de Wall Street reste emblématique de cette crise.

**Bilan :**

Bilan Le krach de Wall Street, en octobre 1929, est suivi d’une crise économique et sociale profonde aux États-Unis. La crise est d’abord boursière, marquée par une chute brutale et très forte des cours, en particulier lors du « Black Thursday » (jeudi 24 octobre) et du « Black Tuesday » (mardi 29 octobre). Les phénomènes de spéculation et de panique ont joué un rôle important dans le déclenchement de la crise, qui a plus généralement démontré les faiblesses du système bancaire américain, en particulier en ce qui concerne son émiettement, mais aussi le recours massif au crédit pour l’achat d’actions et les risques parfois excessifs pris par les banques et par des actionnaires, dans une société où les inégalités se sont accrues.

Cette crise boursière débouche sur une crise économique généralisée. Le recours au crédit rendu difficile et la baisse des

prix entraînent de nombreuses faillites d’entreprises et de banques. La crise économique a de profondes répercussions

sociales. Le chômage de masse se développe, les faillites entraînant des licenciements. La misère s’accroît, dans les

campagnes comme dans les villes, conduisant à une réaction sociale forte, marquée par des manifestations, parfois des émeutes, et des actions collectives pour lutter contre les expulsions de fermiers. Ces tensions sont parfois accompagnées de violences, qui témoignent du désarroi de la population.

**Etude 2 D’une crise américaine à une crise mondiale p. 26-27**

***Problématique : Comment la crise financière américaine devient-elle une crise mondiale touchant tous les domaines de la société ?***

Cette deuxième étude répond aux objectifs du programme, qui propose de mettre en avant le passage d’une crise américaine à une crise mondiale, et qui précise qu’il faut montrer l’impact de la crise économique sur les sociétés. Sans se limiter aux deux exemples français et allemand, cette étude les met davantage en avant, d’une part pour permettre aux élèves de faire le lien avec les différentes réponses apportées par les États à la crise, dans la leçon 2 du chapitre 1 (en particulier le PPO sur juin 1936 en France), mais aussi pour préparer la suite du Thème 1 sur les régimes totalitaires (chapitre 2) et la Seconde Guerre mondiale (chapitre 3)

**Bilan :**

Bilan La crise de 1929, qui naît aux États-Unis, devient rapidement une crise mondiale. Les investissements américains dans le monde diminuent, les États-Unis rapatrient leurs capitaux et la crise de confiance vis-à-vis du système bancaire se diffuse. Les épargnants, inquiets, cherchent à retirer leurs capitaux des banques, le système de crédit est durement atteint. L’incapacité des ménages à consommer aggrave les difficultés des entreprises, qui réduisent d’autant plus leur production et font parfois faillite, ce qui entraîne une réduction des échanges internationaux, contribuant à la diffusion de la crise, et au développement d’un chômage de masse. Face à la chute des prix, de la production et des échanges internationaux, les États tentent de répondre par une politique de diminution des dépenses publiques. Cela grève encore plus le pouvoir d’achat des populations et leur capacité à consommer, et rend donc la sortie de crise encore plus difficile. La mise en œuvre politique protectionniste va à l’encontre du libéralisme jusqu’alors triomphant.

Parcours 2

**POINT DE PASSAGE**

**Les conséquences de la crise en Amérique latine**

**Problématique : En quoi la crise des années 1930 conduit-elle à une forte déstabilisation de l’Amérique latine ?**

Cette étude correspond à un point de passage et d’ouverture du programme. Il s’agit ici de mener une réflexion sur les conséquences de la crise de 1929 en Amérique latine, ce qui a rarement été mis en avant dans les programmes scolaires en France. La diffusion mondiale de la crise a souvent été abordée à travers le prisme de l’Europe, alors même que les conséquences de la crise en Amérique latine furent profondes, du point de vue économique et social autant que du point de vue politique, tant cette partie du continent était dépendante, en particulier de son voisin du nord.

**Bilan :**

Bilan La crise de 1929 affecte l’Amérique latine de manière particulière. Son économie est en effet très dépendante des exportations, qui se dirigent principalement vers les États-Unis et les pays d’Europe de l’Ouest. Lorsque ceux-ci sont touchés par la crise, en particulier les États-Unis, où elle démarre, ils réagissent par des mesures protectionnistes qui ont un impact négatif sur les pays d’Amérique latine, qui perdent alors leurs débouchés. La situation est d’autant plus grave pour eux que les termes de l’échange leur sont très défavorables, car ils sont principalement exportateurs de produits bruts agricoles et miniers, mais importateurs de produits finis plus valorisés. Cette situation économique entraîne en Amérique latine une crise sociale profonde, marquée par le développement du chômage et de la misère, et les répercussions politiques sont grandes. Des changements de régime ont lieu dans de nombreux pays, comme en Argentine ou au Pérou, où des dictatures militaires sont mises en place en 1930. Des régimes populistes voient également le jour, comme au Brésil, avec Getúlio Vargas, ou au Mexique, avec Lázaro Cárdenas.

Parcours 2

**Une crise des sociétés capitalistes**

**Problématique :** Comment la crise se propage-t-elle des États-Unis au reste des pays capitalistes ?

Cette leçon introduit le programme de la classe de Terminale. Elle a pour objectif de présenter les mécanismes de la crise de 1929, d’en analyser les causes, mais également l’impact économique et social, en particulier l’émergence d’un chômage de masse, ainsi que la diffusion à l’échelle mondiale, en conformité avec le programme. La problématique invite donc à s’interroger sur la manière dont la crise se propage des États-Unis au reste des pays capitalistes. Pour y répondre, nous avons choisi d’expliquer dans un premier temps les mécanismes de cette crise du capitalisme, en mettant en avant la crise boursière, financière et économique aux États-Unis, avant d’analyser la manière dont la crise se diffuse à l’ensemble des économies capitalistes du monde, pour enfin présenter les conséquences sociales profondes de cette crise, ainsi que certaines de ses répercussions politiques.

**Notions importantes : Les notions importantes abordées dans la leçon sont celle de crise, au cœur du sujet, et de capitalisme, dont les dysfonctionnements apparaissent comme étant à la fois des causes et des manifestations de la crise des années 1930.**

SCHÉMA BILAN Ce schéma bilan montre les principales causes du krach de Wall Street en 1929, liées à des dysfonctionnements du système capitaliste, qu’il s’agisse de la surproduction, qui révèle une inadéquation entre l’offre et la demande, du fort recours au crédit et à la spéculation, caractéristiques du système boursier et bancaire de l’époque, ou des inégalités de richesses, qui se sont accrues dans les années 1920 aux États-Unis. Cela favorise la spéculation de la part des familles les plus aisées. Le schéma fait également apparaître les différentes caractéristiques de la crise, tout d’abord boursière et américaine, qui entraîne une déflation ainsi qu’une baisse de la consommation et une contraction des échanges. Elle s’étend ensuite au reste des pays capitalistes, aboutissant à une crise économique généralisée qui se traduit par des faillites nombreuses. Les États y répondent par des mesures protectionnistes, dans certains cas par la dévaluation des monnaies, comme en 1931 au Royaume-Uni ou en 1933 aux États-Unis, mais aussi par des politiques de diminution des dépenses publiques. Ces faillites et les réponses des États entraînent une profonde crise sociale.

CTIVITÉ NUMÉRIQUE

**Etude 4 1933, F. D. Roosevelt et le New Deal**

**Problématique : Comment le président Roosevelt, avec le New Deal, a-t-il cherché à sortir les États-Unis de la crise et quel en est le bilan ?**

**1933, F. D. Roosevelt et le New Deal**

Problématique : Comment le président Roosevelt, avec le New Deal, a-t-il cherché à sortir les États-Unis de la crise et quel en est le bilan ?

Cette étude correspond au deuxième point de passage et d’ouverture du chapitre. Il permet de répondre aux objectifs de ce dernier sur l’impact de la crise sur les équilibres politiques, en montrant comment, à partir de 1933, le nouveau président américain, Roosevelt, cherche, avec son programme du New Deal, à répondre à la crise multiforme qui touche les États-Unis depuis 1929. Cette politique a profondément marqué ce pays, mais également le monde, car elle a jeté les bases de l’État-providence.

**Bilan**

Bilan Le président Roosevelt, avec le New Deal, a cherché à sortir les États-Unis de la crise.

Il prend d’abord des mesures immédiates afin de redonner confiance à la population américaine. Ainsi, les transactions bancaires sont suspendues pendant une semaine, dès le 6 mars 1933, moins de 48 heures après le discours d’investiture du président, puis une législation visant à contrôler davantage les marchés financiers et les banques est mise en place, et les activités des banques de dépôt et d’investissement sont séparées. En outre, des aides d’urgence sont mises en place pour les chômeurs, et un programme leur est dédié afin de les aider à trouver un emploi, tout en soutenant les aménagements publics.

Roosevelt, avec le second New Deal, réforme ensuite profondément le système social, que ce soit dans le domaine des relations entre employeurs et employés, le développement du syndicalisme étant favorisé, ou dans le domaine de la protection sociale, qui est organisée au niveau fédéral, notamment le système des retraites et de l’assurance chômage. En outre, ce second New Deal impose une harmonisation du salaire minimum et des maxima horaires (48 h) au niveau fédéral.

Le bilan du New Deal doit être nuancé. S’il permet de restaurer la confiance de la population et de redonner de l’espoir, il ne met cependant pas fin au chômage et à la crise économique, qui ne se clôt qu’avec la Seconde Guerre mondiale. En revanche, la politique menée par Roosevelt dans les années 1930 a jeté les bases de l’État-providence, ce qui marque une véritable rupture dans la conception américaine de l’économie et de la société.

**POINT DE PASSAGE le Front populaire et les accords Matignon**

**Problématique : Comment les accords Matignon définissent- ils une politique originale de réponse à la crise économique et politique que connaît la France ?**

Cette étude correspond au dernier point de passage et d’ouverture du programme pour ce premier chapitre de l’année. Elle permet de compléter le deuxième point de passage et d’ouverture, en s’interrogeant sur l’impact de la crise sur les équilibres politiques en France, à travers la manière dont le Front populaire cherche à répondre à la crise.

Bilan

Bilan Les accords Matignon sont signés le 7 juin 1936 entre le patronat et les syndicats ouvriers, sous l’égide du gouvernement de Front populaire dirigé par le socialiste Léon Blum, qui a prononcé son discours d’investiture la veille à l’Assemblée nationale, dans un contexte marqué par la multiplication de grandes grèves avec occupations d’usines depuis les élections législatives de mai 1936. Ce mouvement social se déroule dans une atmosphère joyeuse, car la victoire du Front populaire est porteuse d’espoirs, alors que la France est touchée depuis 1932 notamment par la crise économique et sociale qui s’est étendue à l’ensemble des pays capitalistes, mais aussi par une crise politique marquée par la montée des ligues d’extrême droite, et alors que des régimes fascistes se sont mis en place en Italie, avec Mussolini, et en Allemagne, où Hitler est devenu chancelier en 1933.

Les accords Matignon cherchent à résoudre la crise politique et économique par une amélioration des conditions de travail et de vie des ouvriers et par une pacification des relations entre patrons et ouvriers. Des contrats collectifs de travail remplacent les contrats individuels, ce qui protège les ouvriers des décisions arbitraires des patrons et harmonise les conditions de travail au sein des branches d’activités. De plus, la liberté syndicale est également reconnue, et des délégués ouvriers sont institués, en lien avec ce droit syndical. Le droit de grève est enfin réaffirmé. Les conditions de vie des ouvriers connaissent également une amélioration avec une augmentation de 7 % à 15 % des salaires réels. Ces accords sont complétés quelques jours plus tard par des lois sociales qui diminuent le temps de travail (congés payés et semaine de 40 h).

**Leçon 2 Les réponses des États à la crise économique**

**Problématique : Comment les États touchés par la crisecherchent-ils à la résoudre ?**

Après avoir étudié dans une première leçon les caractéristiques de la crise de 1929 et ses conséquences économiques et sociales, on s’intéresse dans cette deuxième leçon aux réponses que les États ont apportées à la crise pour tenter d’y mettre fin. Il s’agit donc de s’intéresser à la fois aux points communs qui peuvent exister entre ces réponses, mais aussi aux spécificités qu’ont pu développer les gouvernements, et, à travers ces caractéristiques, à l’impact qu’a pu avoir la crise sur les équilibres politiques existant auparavant.

Notions importantes : Les notions importantes abordées dans la leçon sont celle de New Deal, associée à celle d’État- providence, qui s’appliquent aux États-Unis tout en servant de modèle dans d’autres pays, mais aussi celle de populisme, qui caractérise pour cette période l’Amérique latine. Toutes trois remettent en cause, de manière différente cependant, le libéralisme traditionnel des sociétés capitalistes et connaissent une grande postérité.

SCHÉMA BILAN Ce schéma bilan montre les réponses apportées à la crise des années 1930 par différents pays ou aires géographiques (France, Allemagne, États-Unis et Amérique latine). Réponse commune d’une part, à travers le protectionnisme, mais aussi réponses diverses qui, si elles sont toutes marquées du sceau d’un accroissement de l’interventionnisme étatique, ne se font cependant pas dans le même cadre et n’aboutissent pas aux mêmes bouleversements des équilibres politiques.

CT

IVITÉ NUMÉRIQUE

**OBJECTIFS**

**Notions**

Capitalisme : système économique et social qui repose sur la propriété privée des moyens de production et le salariat, dans lequel les échanges se font d’après les règles de l’offre et de la demande.

Crise : période de dépression ou de stagnation durable de l’économie.

État-providence : État qui intervient de façon importante dans le domaine économique et social, afin d’assurer le bien- être de ses citoyens.

Libéralisme : doctrine défendant les libertés individuelles, ici économiques, contre l’emprise de l’État.

New Deal : terme anglais signifiant « nouvelle donne » et désignant l’ensemble des mesures de politique économique et sociale adoptées aux États-Unis par le gouvernement de F. D. Roosevelt à partir de 1933 pour enrayer les effets de la Grande Dépression.

Populisme : mouvement politique qui oppose le peuple aux élites politiques, économiques, médiatiques, culturelles, etc.

Éléments du cours à retenir

* **Leçon 1. Une crise des sociétés capitalistes**

- Les mécanismes de la crise : krach de Wall Street (octobre 1929), dynamique déflationniste, Grande Dépression ainsi que leurs facteurs (spéculation, développement du recours au crédit, surproduction, concentration des richesses).

- Passage d’une crise américaine à une crise mondiale : interdépendance des économies capitalistes, contraction du commerce international, politique de diminution des dépenses publiques qui aggrave la crise, dévaluations et mesures protectionnistes mises en place par les États pour se protéger.

- Des conséquences sociales : émergence du chômage de masse dans un contexte de récession, développement de la misère, riposte sociale, déstabilisation des sociétés et montée du populisme et des régimes autoritaires en Amérique latine.

Personnage important : L. Cárdenas.

* **Leçon 2. Les réponses des États à la crise économique**

- Le New Deal aux États-Unis : à partir de 1933, renforcement du pouvoir fédéral et de l’intervention de l’État en matière économique et sociale, bilan contrasté mais le New Deal jette les bases de l’État-providence.

Personnages importants : F. D. Roosevelt et J. M. Keynes.

- Le Front populaire en France : élections législative de mai 1936, grèves avec occupations d’usines, accords Matignon et lois sociales de juin 1936.

Personnages importants : L. Blum et I. Joliot-Curie.

- Montée des politiques d’indépendance économique dans les régimes autoritaires : politique d’autarcie en Allemagne, politique d’industrialisation par substitution des importations et développement du populisme en Amérique latine.

* **Savoir expliquer**

- Les principaux mécanismes et caractéristiques de la crise des années 1930 : crise d’abord boursière, qui touche rapidement tous les domaines de l’économie, entraînant des faillites nombreuses, et qui a des répercussions sociales et politiques profondes. Crise durable liée à des phénomènes de spéculation, de concentration des richesses, de développement du recours au crédit et de surproduction, qui se diffuse dans le monde entier en raison de l’interdépendance croissante des économies capitalistes.

- Le New Deal : mesures de politique économique et sociale adoptées aux États-Unis par le gouvernement de F. D. Roosevelt à partir de 1933 pour enrayer les effets de la Grande Dépression. Politique interventionniste qui rompt avec le libéralisme traditionnel et met en place les bases de l’État-providence.

- Les accords Matignon et les lois sociales de 1936 : signés le 7 juin 1936 par les représentants des ouvriers et du patronat, les accords Matignon accordent des augmentations de salaires, instituent des conventions collectives et des délégués ouvriers dans les entreprises, et garantissent la liberté syndicale. Les lois sociales votées quelques jours après permettent une diminution du temps de travail (congés payés et semaine de 40 h). Ces mesures marquent une avancée considérable de la législation sociale en France.

- Les conséquences de la crise en Amérique latine : touchée de plein fouet par la crise en raison de sa situation de dépendance économique vis-à-vis de l’extérieur, en particulier des États- Unis, et défavorisée par les termes de l’échange, l’Amérique latine réagit par un renforcement du rôle de l’État et une politique d’indépendance économique, qui passe par une politique d’industrialisation par substitution des importations, et parfois des nationalisations comme au Mexique. La crise a des conséquences politiques durables en Amérique latine, où les régimes autoritaires et les régimes populistes se développent.